

assurent le «lien» avec d'autres secteurs, c) des secteurs de l'industrie qui ont des possibilités de croissance future et d) des secteurs de l'industrie qui ont été ciblés par des gouvernements étrangers. Passons brièvement en revue ces arguments.¹⁴

● Choisir des secteurs de l'industrie à forte valeur ajoutée

La valeur ajoutée varie considérablement d'un secteur de l'industrie à un autre dans une économie.¹⁵ Il semble également que les travailleurs d'un certain nombre de secteurs perçoivent des *rentes*. Une étude de 1984 a révélé qu'aux États-Unis la rémunération moyenne d'un travailleur de l'acier et d'un travailleur de l'automobile était supérieure de 63 et 53 p. 100 respectivement à celle d'un travailleur américain moyen du secteur manufacturier. Selon les auteurs de l'étude, aux États-Unis, les travailleurs du secteur du matériel de transport et ceux du secteur des métaux travaillés gagnent 27 et 26 p. 100 de plus respectivement que la moyenne pour l'ensemble de l'industrie.¹⁶ Cela a amené nombre d'observateurs et d'analystes politiques à soutenir qu'un pays peut accroître son revenu national en réorientant la structure de son industrie vers des secteurs à forte valeur ajoutée par travailleur.¹⁷

Le problème que pose cet argument est qu'il omet de demander pourquoi certains secteurs ont une plus forte valeur ajoutée par travailleur que d'autres. Les observateurs

¹⁴ On trouvera une évaluation critique de la politique industrielle dans l'article de Paul R. Krugman intitulé «Targeted Industrial Policies : Theory and Evidence», dans *The New Protectionist Threat to World Welfare*, sous la direction de Dominick Salvatore, New York : North-Holland, 1987, pages 266 à 296.

¹⁵ La valeur ajoutée d'un secteur de l'industrie est la différence entre la valeur de sa production et la valeur des intrants qu'il achète à d'autres secteurs. La somme de la valeur ajoutée de tous les secteurs de l'industrie constitue le revenu national d'un pays. Par exemple, en 1992, la valeur ajoutée au PIB du Canada a été la suivante : agriculture, foresterie et pêche : 14,6 milliards \$ (2,9 p. 100), exploitation minière : 20,5 milliards \$ (4,1 p. 100), secteur manufacturier : 84,7 milliards \$ (16,9 p. 100), construction : 30 milliards \$ (6 p. 100), services publics : 34 milliards \$ (6,8 p. 100) et transports, commerce, finances et autres services : 318 milliards \$ (63,4 p. 100). Source : Statistique Canada, numéro 15-001 au catalogue, divers numéros.

¹⁶ Ces estimations étaient fondées sur l'Enquête courante sur la population de 1984 et ont été ajustées afin de tenir compte des écarts dans le capital humain et les facteurs démographiques comme le sexe, l'âge, la race, l'état civil et l'éducation; voir A. Krueger et Lawrence H. Summers, «Efficiency Wages and the Interindustry Wage Structure» dans *Economica*, (56)1988, pages 259 à 293. Dans 16 autres pays, les travailleurs de l'acier et de l'automobile avaient une rémunération supérieure à celle du travailleur moyen du secteur manufacturier. Toutefois, l'avantage salarial est bien plus important aux États-Unis. Voir Jaime de Melo et David Tarr, *A General Equilibrium Analysis of US Foreign Trade Policy*, Cambridge : MIT Press, 1992.

¹⁷ Voir, à cet effet, le point de vue de Lawrence F. Katz et Lawrence H. Summers dans «Industry Rents : Evidence and Implications», *Brookings Papers on Economic Activity, Microeconomics*, 1989, pages 209 à 275. M. Summers est le chef du département des Finances du gouvernement Clinton.